

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Avril 2016

Points clés 14

10

POINTS CLÉS SUR LA CRISE DE L'EUROPE ET LES CONDITIONS DE SON RENOUVEAU



La crise de l'Europe est un puissant révélateur. Le Vieux Continent est l'arène d'un combat entre pouvoir fédératif et nationalisme, et la victoire des forces de dislocation serait celle du chaos. En toile de fond, le nihilisme des sociétés post-modernes. Il n'y aura pas de *Commonwill* européen sans un axe franco-allemand, au cœur d'une Union à géométrie variable. L'objectif à terme doit être d'assumer des responsabilités dans l'environnement géopolitique de l'Europe.

« Ce que je raconte, c'est l'histoire des deux prochains siècles. Je décris ce qui viendra, ce qui ne peut manquer de venir : l'avènement du nihilisme. »

Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*

« Ma génération n'est pas une génération de géants, mais de faibles héritiers qui oublient vite. Que laisserons-nous derrière nous ? »

Jean-Claude Juncker, Bruxelles, 15 janvier 2016

Le Vieux Continent ne doit plus être le « ventre mou de l'Occident » **(1)**. L'illusion d'un chaos borné en Syrie, sans conséquences pour nos sociétés, la puissance des nouvelles vagues migratoires, le débordement des autorités instituées et le primat du « chacun pour soi » au sein de l'Union européenne sont à l'origine d'une crise d'ensemble dont la gravité ne saurait être exagérée. Les derniers attentats terroristes à Bruxelles, au cœur politique de l'Union européenne, en donnent la mesure. Humanitaires et « docteurs Tant-Mieux » ont voulu voir dans les flux humains au départ du Grand Moyen-Orient l'assomption de l'Europe, posée en vecteur d'un futur État-monde au sein duquel toutes les contradictions se résorberaient. Il n'en est rien. Malheureusement, la colère contre le mensonge et le ressentiment génère d'autres forgeries et illusions : la quête d'un homme providentiel et l'absolutisation de l'État-nation, le protectionnisme commercial et le retrait du monde, l'éloge de tyrans et de dictateurs supposés garantir la sécurité des sociétés post-modernes. L'Europe est le lieu d'un affrontement entre pouvoir fédératif et nationalisme, et la victoire des forces de dislocation serait celle de l'anarchie. Aussi faut-il dépasser l'actuel état de somnambulisme, lutter contre l'entropie et relever l'Europe.

1

Venant après les déchirements de l'Eurozone, la crise migratoire est le révélateur de graves contradictions entre les États européens

Accusée d'être un « super-État » menaçant pour les nations qui la composent, l'Union européenne est en fait un assemblage de gouvernements nationaux qui tirent à hue et à dia. Les capitales des États membres se défaussent sur Bruxelles et les « commissaires européens » qui, en dernière analyse, ne sont que les administrateurs d'une Europe dont les mécanismes politiques sont intergouvernementaux (le Conseil européen prévaut sur la Commission européenne). Les comportements de « passager clandestin » (« *free rider* ») dominant et les politiciens les plus prompts, sur leur marché électoral, à dénoncer l'impuissance de l'Union européenne s'opposent fréquemment à une réelle mutualisation des politiques nationales, avec les délégations de pouvoirs

(1) Utilisée par Gille Kepel, l'expression renvoie à l'analyse stratégique et la doctrine de lutte élaborée par Abou Moussab Al-Souri. Vieux routier de l'islamo-terrorisme, ce Syrien est l'auteur d'un *Appel à la résistance islamique mondiale* (2004) qui en fait l'un des théoriciens du Djihad global. D'une part, l'Amérique est trop lointaine, ses armées ont dispersé les camps d'Al-Qaida en Afghanistan et le *Patriot Act* a renforcé ses défenses. D'autre part l'Europe est faible parce que politiquement éclatée, et elle comporte d'importantes minorités musulmanes issues de l'immigration, potentiellement mobilisables dans la lutte contre l'infidèle. Il faut donc y porter le fer et le feu. Les attentats de Paris en novembre 2015, et de Bruxelles, le 22 mars dernier, s'inscrivent dans cette conception stratégique globale.

et de moyens qui en découleraient. Trop souvent, l'invocation de la souveraineté nationale tient de la pensée magique et entretient l'illusion d'une vie purement matérielle et domestique, à l'abri des fracas du monde. Si le principe du « chacun pour soi » n'est porteur d'aucune réponse véritable, son pouvoir de nuisance menace l'Union européenne et ses États membres. On ne saurait donc se contenter de déplorer l'état de crise et la rupture des équilibres : le mot grec *Krisis* signifie également jugement, choix et décision. Il importe de poser des actes de souveraineté, notamment dans la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières.

2 | **Déguisé en souverainisme ou en populisme, le nationalisme n'est pas la réponse juste aux défis des temps présents**

Souverainismes et populismes sont les masques d'un nouveau nationalisme, sans grand rapport avec la « *natio* » médiévale ou l'amour de « la douce patrie ». L'idéologie nationaliste exprime la prétention à l'autonomie des sociétés politiques et du refus de toute norme transcendante, théologico-éthique (le Décalogue) ou cosmologico-éthique (la Sagesse du Monde), conformément au projet moderne qui prévaut à partir du XVIII^e siècle. A juste titre, l'Église catholique a condamné la revendication d'une souveraineté ontologique (semblable à la toute-puissance de Dieu), une prétention qui fait de la nation un nouvel absolu et réduit la cité des hommes à sa dimension immanente. Si l'homme juste doit faire preuve de piété envers le pays natal, en raison des bienfaits reçus, le culte de la patrie relève du quatrième commandement, non pas du premier : il vient après Dieu et même après le respect dû à ses parents. Le retour au premier plan du nationalisme, dans une Europe somnambule dont la situation rappelle le roman d'Herman Broch sur l'« Apocalypse joyeuse » de l'Autriche-Hongrie (2), annonce des temps sombres. Temporairement unie contre Bruxelles, l'internationale des nationalistes est un leurre et le « chacun pour soi », selon la loi des actions concordantes, ouvrirait la voie au darwinisme géopolitique. Les conflits actuellement ouverts dans l'Est européen et le Sud-Caucase donnent idée de ce que serait cette prétendue « Europe des nations » : le triomphe du droit de nature, au sens hobbesien du terme, c'est-à-dire du droit de tous sur tout. Une fois encore, l'Europe se déchirerait en alliances et contre-alliances rivales, pour le plus grand bénéfice de ses adversaires sur ses confins eurasiatiques, en Orient et dans le Grand Sud afro-méditerranéen. Le niveau des enjeux de sécurité et la proximité du désastre exigent une mise en ligne des politiques d'État et une coopération beaucoup plus étroite au niveau européen.

(2) Hermann Broch, *Die Schlafwandler*, 1931 (traduction française, Gallimard, Paris, 1991).

3 **Le redressement de la situation et la rénovation de l'Europe commencent avec une réponse commune aux risques, menaces et défis qui pèsent sur le Vieux Continent, dans une logique de coopération**

Au sortir de la Guerre Froide, l'Union européenne ainsi que les cercles de coopération resserrée entre certains de ses membres ont été pensés et conçus comme si les vents mauvais ne devaient plus jamais souffler. Alors que l'adoption de l'euro commandait le strict respect de règles communes et la mise en place d'une zone monétaire optimale, le plus grand nombre des participants s'est contenté de jouir des faibles taux d'intérêt et a laissé filer les déficits et la dette publique, jusqu'à ce que la crise financière de 2008 menace l'existence même de l'Eurozone. Quant au grand marché, il s'est délité, faute d'approfondissement et d'extension aux services, vaste sphère d'activités qui représente les trois quarts du PIB des économies avancées. Si l'on se reporte aux accords de Schengen et à l'instauration d'un régime de libre circulation au sein de l'Union européenne, ils n'ont pas été complétés par le contrôle en commun et la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne. Enfin, l'« Europe du renseignement » demeure embryonnaire (3). Du fait des interdépendances entre ces questions, revenir durablement en arrière dans un domaine retentirait sur les autres. Déjà, le rétablissement des contrôles aux frontières nationales a des conséquences négatives sur les échanges commerciaux intra-européens, et donc sur le niveau de l'activité économique. Si l'Eurozone se dissolvait, l'Europe entière vivrait une grave régression historique, avec des effets sur la sécurité des différents pays. Plutôt que de s'abandonner à des uchronies et de prétendre remonter le cours de l'Histoire, il convient d'aller de l'avant et d'apporter des réponses concrètes, avec un modèle d'Europe à géométrie variable, organisée selon différents niveaux d'intégration politique.

4 **Le nouvel âge global impose d'autres échelons de pouvoir que l'État-nation et requiert un *Commonwealth* paneuropéen, complété par des partenariats géopolitiques de différents niveaux**

Malgré la persistance, en France notamment, d'une vision hégélo-jacobine de l'État-nation, dont l'avènement est censé marquer la « fin de l'Histoire », cette forme politique n'est pas indépassable. Au vrai, elle est déjà dépassée par la globalisation et l'affirmation de nouveaux rapports de force qui imposent d'autres échelons de pouvoir. Si l'Union européenne, dans sa configuration actuelle, ne constitue guère plus qu'un *Commonwealth* paneuropéen aux liens relâchés, il faut insister sur l'importance de ce format géopolitique. La profondeur de cet ensemble commercial ouvre un plus vaste espace aux vertus de la division du travail et accroît le potentiel de croissance, ce qui est

(3) Du fait d'une opposition idéologique des gauches et des forces nationalistes, les uns par humanitaro-pacifisme, les autres au nom de la souveraineté nationale, le Parlement européen n'a pas encore voté le projet d'un PNR européen (*Passenger Name Record*), le fichier des passagers aériens qui permettrait la collecte et la transmission des données personnelles sur les passagers dans l'espace de l'Union européenne. Très engagé dans cette question, le député européen Arnaud Danjean juge par ailleurs qu'il serait prématuré et contre-productif de s'engager de suite dans un projet d'Agence européenne du renseignement. La priorité doit être d'améliorer les cadres existants et de former un premier cercle d'États volontaire pour aller de l'avant dans l'« Europe du renseignement ».

favorable à des dynamiques schumpétériennes (l'atonie de la croissance s'explique par les rigidités des économies avancées et le poids du social-fiscalisme). L'extension géographique de ce *Commonwealth*, renforcé par l'élargissement de l'OTAN, permet aussi de couvrir des espaces névralgiques, comme l'axe Baltique-mer Noire, et de réduire les zones grises, ces dernières étant aisées à déstabiliser de l'extérieur. Adossé au pilier atlantique, un tel ensemble ouvre sur toutes les mers d'Europe, l'Eurasie et l'Orient. Les États des Balkans, par lesquels passent les routes de la nouvelle immigration, doivent être plus étroitement associés à l'Union européenne. Loin d'être un pis-aller, le Partenariat oriental permet d'organiser les relations avec l'Ukraine, le Sud-Caucase et d'autres États post-soviétiques. Avec la Turquie, la voie d'un partenariat géopolitique de haut niveau doit être préférée à la chimère de l'adhésion. Dans « la plus grande Méditerranée » (4), faits et événements ont invalidé le projet euro-méditerranéen, mais ils ne doivent pas dissuader de poursuivre le rapprochement avec certains États amis, notamment Israël, un bastion occidental au milieu d'un Moyen-Orient qui craque de toutes parts, ou encore la Jordanie et, dans la partie ouest, le Maroc. Une vérité géopolitique à marteler : les frontières se défendent à l'avant.

5

La vision d'une Union européenne organisée en cercles concentriques pêche par esprit de système. Il faut revenir à l'axe franco-allemand, avec ses réassurances à l'ouest et ses prolongements à l'Est

Agitée en vain depuis de longues années, l'idée selon laquelle les États de l'Eurozone, cœur battant de l'Union européenne, seraient naturellement appelés à constituer le noyau fédéral de l'Europe, sur le plan politico-militaire, pêche par esprit de système et doit probablement être reléguée. Au vrai, les dix-neuf membres de ladite zone constituent un groupe étendu qui couvre la plus grande partie de l'Union européenne, et leurs gouvernements ne sont pas tous sur la même ligne : ils n'ont pas les mêmes ambitions politiques. Quant aux solidarités géopolitiques, elles sont relâchées et il serait peut-être difficile de les maintenir dans un autre cadre que celui de l'OTAN, sans l'*hegemon* américain. Les États de l'Eurozone peinent déjà à mettre en œuvre les disciplines financières et le fédéralisme bancaire requis par les règles de bon fonctionnement d'une zone monétaire optimale. Bref, nous sommes loin du « moment cicéronien », ce point de bascule entre deux formes politiques (5). Aussi, la relation franco-allemande demeure-t-elle vitale. A défaut, les forces de dissociation prospèrent et l'Union européenne est en péril. Cet axe franco-allemand ne peut être pensé comme un projet anti-hégémonique mais doit être étayé par un pilier atlantique, au moyen de l'alliance politico-militaire anciennement nouée avec le Royaume-Uni et les États-Unis. A l'Est, la coopération étroite avec la Pologne, dont les dirigeants éprouveront les limites du Groupe de

(4) L'expression de « la plus grande Méditerranée » est empruntée à Fernand Braudel et Yves Lacoste. Elle recouvre le Bassin méditerranéen, ses approches atlantiques, le mer Noire, le canal de Suez et la mer Rouge, et plus largement la totalité du système géopolitique qui s'organise autour de la Méditerranée. Voir Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, publié la première fois en 1949, ainsi qu'Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, Paris, 2006.

(5) Nous devons l'expression de « moment cicéronien » à Pierre Manent qui désigne ainsi le point de bascule entre la République sénatoriale romaine et le Principat, institué par César-Octavien (Auguste) après la bataille d'Actium et la victoire sur Marc Antoine (31 av. J.-C.), une nouvelle forme politique que les historiens ont par la suite nommé « Empire romain ». Voir Pierre Manent, *Le regard politique*, Flammarion, Paris, 2010, pp. 154-160.

Visegrad, en sera le prolongement naturel (voir les possibilités ouvertes par le Triangle de Weimar).

6

La reconstitution d'un axe franco-allemand exige que la France en finisse avec les petites manœuvres, le travestissement du laxisme budgétaire en volontarisme politique et l'aboulie de la société française

On sait l'importance de l'axe franco-allemand dans le développement du projet européen. Dans l'après-Guerre froide, la relation entre les deux capitales est restée suffisamment étroite pour porter le traité de Maastricht et créer une monnaie commune. Depuis, la coopération franco-allemande est soumise aux paradoxes élatiques (« Achille immobile à grands pas ») et elle n'a accouché d'aucun grand nouveau projet mobilisateur. Du moins Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont-ils su affronter ensemble la crise de l'euro. Le quinquennat suivant aura commencé avec une critique acerbe de la politique économique allemande et une tentative maladroite de monter au sein de l'Eurozone une coalition anti-Berlin. Au total, l'affaiblissement de la France déséquilibre plus encore la relation avec Berlin et il n'y a plus de force motrice pour tirer l'Europe. La volonté politique de reconstituer cet axe franco-allemand doit reposer sur le retour à une véritable économie de marché, la restauration des finances publiques et le renforcement de la société civile, en s'appuyant sur les solidarités organiques et la société civile (familles, communes, « pays » et libres associations). École de mesure et de modération, l'ordolibéralisme allemand constitue une source d'inspiration pour un authentique programme de réformes économiques et sociales. Rappelons que le grand économiste Jacques Rueff, homme clé d'une précédente entreprise de redressement, en 1958, est l'introducteur en France de la pensée ordolibérale (6). On notera par ailleurs que le projet britannique de *Big Society*, fondé sur le dépassement des antinomies entre l'État et l'individu, et le renforcement de la société civile, entre en résonance avec cette version éthique et volontaire de l'économie de marché.

7

L'axe franco-allemand, la participation active du Royaume-Uni à la politique étrangère commune et le soutien actif de tous les États membres, doivent permettre à l'Union européenne de peser dans son environnement international

L'importance de l'axe franco-allemand pour l'avenir de l'Europe ne doit pas conduire à négliger celle du Royaume-Uni. De notre point de vue, les enjeux du « *Brexit* » sont d'abord diplomatiques, stratégiques et géopolitiques (7). Le départ d'un État héritier d'un puissant et prestigieux passé impérial, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et cinquième économie mondiale, hypothéquerait le devenir de l'Union européenne, fragiliserait l'OTAN et menacerait la

(6) Voir Gérard Minart, *Jacques Rueff, un libéral français*, Editions Odile Jacob, Paris, 2016. La biographie du conseiller économique de De Gaulle, à la fondation de la Ve République (1958), est préfacée par Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances de l'Allemagne.

(7) Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *10 points clés sur le Brexit et l'avenir de l'Europe*, Institut Thomas More, février 2016.

défense de l'Europe. La participation maintenue du Royaume-Uni à l'Union européenne et son rôle actif dans l'élaboration d'une politique étrangère commune, avec le soutien de tous les États membres, constitue un impératif géopolitique. L'idée directrice d'une politique étrangère commune ne consiste pas à débiter des généralités philanthropiques ou à contribuer à la formation d'un « meilleur des mondes » multipolaire et onusien (8). L'objectif à moyen terme est d'assumer des responsabilités géopolitiques de premier plan sur les marches et confins de l'Europe instituée, dans l'Est européen, le bassin de la mer Noire et en Méditerranée. Pour exemple, le sort de la Libye et la possible déstabilisation du Maghreb concernent l'Europe au premier chef. Afin d'assumer ces responsabilités géopolitiques, point n'est besoin de bâtir un « super-État » européen : les institutions existantes, la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et les accords passés avec l'OTAN (9) suffisent à aller de l'avant.

8

Les efforts politiques, diplomatiques et militaires à produire s'inscrivent dans le Grand Espace occidental qui a pris forme au terme d'une grande « guerre civile européenne » (1914-1945). L'objectif commun doit être d'édifier un pilier politique, diplomatique et militaire, selon une logique de synarchie

Les efforts à produire s'inscrivent dans une « Communauté euro-atlantique » qui, sur le plan géopolitique, correspond à un « Grand Espace » (*Grossraum*). La théorie du « Grand Espace » a été élaborée à partir des dynamiques politiques, économiques et techniques qui ont transformé le XX^e siècle. Selon Carl Schmitt, son auteur, cette révolution spatiale marque la fin de l'« ère étatique », c'est-à-dire la dislocation du vieux « *nomos* de la Terre », fondé sur un équilibre entre les États territoriaux au centre du système westphalien (10). L'avenir appartiendrait à quelques « Grands Espaces » porteurs d'une axiologie, d'une orientation culturelle, d'une organisation politique, économique et juridique qui leur sont propres. Le « Grand Espace » a parfois été réduit à une sorte de « super-État », doté d'un territoire fixe et d'un seul tenant. Il faut plutôt y voir la pensée d'une réalité ample et dynamique aux limites flexibles, avec des dimensions aussi bien maritime et aérospatiale que terrestre. Et si l'on ne ramène pas le « Grand Espace » à des schémas étatistes, la Communauté euro-atlantique se donne comme tel. Pourtant, la défense de cet ensemble géopolitique, qui correspond peu ou prou à l'Occident, ne peut plus reposer sur les seules épaules des États-Unis. Si l'on cherche un précédent historique, nous en sommes au point où la défense de l'Empire romain requiert une forme de synarchie (11) : il importe d'édifier un pilier européen qui permette de redistribuer pouvoirs et responsabilités entre les deux rives de l'Atlantique Nord.

(8) La thématique multipolaire est moins la description d'un monde à venir qu'une rhétorique anti-occidentale.

(9) Les accords de « Berlin + ».

(10) Voir Carl Schmitt, *Le nomos de la Terre*, PUF, Paris, 2012 (1950 pour l'édition allemande).

(11) Voir Dioclétien et l'instauration de la Tétrarchie (284-305).

9 | Il n'y aura pas de *Commonwill* européen sans conscience des héritages communs et patriotisme de civilisation

Le passage du mécanique au vivant est un mystère, tant pour les sciences politiques que pour la biologie. Présentement, la question est la suivante : comment pourrait-on, à partir de ce *Commonwealth* paneuropéen à faible intensité que constitue l'Union européenne, dégager une volonté de persévérer dans l'être et poser des actes de souveraineté ? L'erreur serait de croire que tout se joue au niveau des grandeurs matérielles (superficie, poids démographique, PIB global), la question européenne relevant d'une approche exclusivement technico-fonctionnelle (l'administration des choses plutôt que le gouvernement des hommes). Dans le « monde de la vie », on défend ce avec quoi l'on fait corps, et un ensemble politique ne saurait exister sans un principe transcendant qui le clôt et le fonde comme un tout. Malheureusement, le discours européiste, que l'on se gardera de confondre avec l'esprit européen, est bien éloigné de ces réquisits. L'Europe n'est pas uniquement une portion des terres émergées, partie autrefois à la conquête du globe, ou un vague consortium d'États, mais une figure spirituelle fondée sur le triple héritage d'Athènes, de Rome et de Jérusalem. Jusqu'à un passé récent, elle assumait la « fonction archontique de l'humanité entière » (Edmond Husserl). Le patriotisme de civilisation appelé à rassembler les nations européennes et occidentales renvoie à cette vocation tutélaire et universelle. Sans prise de conscience des racines de l'Europe et transcendance des particularités, aucun *Commonwill* européen ne sera envisageable.

10 | La crise de l'Europe, et plus largement de l'Occident, a pour arrière-plan le vide métaphysique et le « grand renoncement » des sociétés post-modernes, dévastées par le nihilisme et l'inversion des valeurs

C'est à tort que l'on s'est gaussé de Francis Fukuyama et de sa thèse néo-hégélienne sur « la fin de l'Histoire », un ouvrage dont les ricanes n'ont pas toujours lu le titre intégral (12). L'auteur y dresse une socio-psychologie des sociétés post-modernes qui relève du *Kulturpessimismus*. La forme sociale qu'il décrit comme aboutissement de la modernité occidentale est marquée par une réduction de la stature humaine et correspond à l'avènement du « dernier Homme » prophétisé par Nietzsche (*Ainsi parlait Zarathoustra*, 1883-1885). Le « dernier Homme » est celui qui cligne de l'œil en sautillant, amenuise toutes choses et rapetisse la Terre à sa taille. Dénué de toute « ardeur de sentiment » (le *thymos* des Anciens), privé d'horizon de sens, il est animé par la seule conservation de soi et la satisfaction de ses besoins. « Nous avons inventé le bonheur », s'écrie-t-il, le regard vide. *In fine*, la crise de l'Europe correspond à l'avènement du nihilisme. L'erreur serait de penser la prévalence du « rien » comme une chose morne et ennuyeuse, certes, mais paisible et rassurante. Discernant la crise des valeurs et l'effondrement du sens, Nietzsche écrivait : « Ce que je raconte, c'est l'histoire des deux prochains siècles. Je décris ce qui viendra, ce qui ne peut manquer de venir : l'avènement du nihilisme ». La suite des événements a démontré qu'il ne s'agissait pas là d'un simple esthétisme de la décadence. Si l'on se reporte aux temps présents, la précipitation des enjeux démographiques et écologiques, la prolifération des technologies de mort,

(12) Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier Homme*, Flammarion, Paris, 1992.

les affrontements territoriaux et identitaires laissent redouter une convergence de lignes dramaturgiques. Le monde s'ensauvage et le projet moderne est épuisé, d'où l'invocation incessante des Lumières **(13)**. Plongés dans cette gigantomachie, les Européens doivent penser la situation d'exception, celle qui met en jeu la conservation de l'être. Aussi et surtout, il faut en appeler à ce qui passe infiniment l'homme : il n'y aura pas de renaissance sans anamnèse, sacralité et recours à l'immémorial.



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.

(13) Dans le contexte français, il faut y ajouter la vacuité du discours sur la République. Selon Pierre Manent, « la proclamation véhémement du mot « république » permet aux hommes politiques de dire quelque chose sans qu'il y ait quelque chose derrière ». Voir *La République et ses valeurs : idoles ou rempart ?*, Institut Thomas More, Working Paper n°29, mars 2016.